

Le singulier destin de Benoît-François Bernier, commissaire des guerres en Nouvelle-France

par Georges Salamand

In France, comme sans doute un peu partout, l'Histoire célèbre plus volontiers le héros vainqueur, fut-il inconséquent et prodigue du sang de ses hommes, que le héros défait, mais dans l'honneur et le respect de la vie de ses propres soldats. C'est ainsi et c'est bien malheureux !

Fils de François, riche négociant en draps de Vienne, Benoît-François BERNIER est d'abord un militaire sans éclat. On le trouve à l'âge de 26 ans sous-lieutenant au régiment Royal-Suédois, puis deux ans plus tard, après le siège de Maastricht, placé en demi-solde et bientôt réintégré comme intendant ou « riz-pain-sel » de ce même régiment à Paris et à Versailles.

Remarqué par ses chefs pour ses qualités de gestionnaire, il est nommé à Brest aide-de-camp du commandant d'armes de la place, parent et protégé du maréchal de SAXE, le général-baron Ludwig de DIESKAU bientôt promu en 1755 commandant en chef des troupes françaises du Canada.

Le premier séjour en Nouvelle-France du Dauphinois et de son chef est particulièrement bref. Dès le mois de septembre de cette même année, les Français de DIESKAU sont défaits par les Anglais de JOHNSON sur les rives du lac George dans l'état de New-York et les biens de DIESKAU

et de BERNIER, tous les deux considérés comme

tués au combat, vendus à l'encan à Québec... alors que les propriétaires, prisonniers, font voile, fers aux pieds, vers l'Angleterre.

À Londres, le Viennois, séparé de son général, est vite repéré comme un sujet d'élite à qui Lord HOLLAND et le duc de NEWCASTLE proposent un poste de haute responsabilité dans l'armée britannique, poste que BERNIER refuse définitivement... ce qui lui vaut deux ans de forteresse au château d'Édimbourg, un séjour que le Dauphinois va mettre à profit pour apprendre la langue anglaise qu'il possède bientôt parfaitement. Libéré et rendu à la France, le voici capitaine et bientôt commissaire aux guerres pour tout le Québec en 1758. Intelligent, cultivé et fin, BERNIER, qui a la responsabilité totale de la nourriture, du logement, des hôpitaux et de l'équipement des troupes de la Nouvelle-France se rend vite indispensable aux chefs militaires et en particulier à son ami, le chevalier de LEVIS, (trop) ardent homme de guerre.

La catastrophe survient avec la reddition de la ville et de la garnison de Québec le 18 septembre 1759 peu après la fameuse bataille des Plaines d'Abraham.

Gérer la défaite

Ayant toute la confiance du gouverneur VAUDREUIL, le Dauphinois restera à Québec quatre mois durant afin de s'occuper du sort des 400 blessés français, de leurs soins, de leur nourriture, et de l'application de la capitulation signée par les deux parties. Ce qui est loin d'être évident si l'on en croit les extraits de la lettre qu'il adresse le 21 septembre à M. de RAMSAY : « Je suis si touché, Monsieur, que j'ai peine à écrire cette lettre... Depuis quatre jours je



Le chevalier de Lévis aux plaines d'Abraham.

représente au Brigadier MURRAY (le général James MURRAY) la nécessité de substantier, conformément au cartel (de la capitulation) cet hôpital tombé sous sa puissance et où se trouvent 300 à 400 blessés... M. Le Brigadier m'a répondu qu'il n'avait de vivre que pour la garnison anglaise seule et qu'il ne donnerait ni pour or, ni pour argent, une once de pain à qui que ce soit d'autre et en vertu de quelque traité que ce fut ! ». Après de longues et pénibles discussions et grâce à sa pratique de la langue anglaise, BERNIER va parvenir in extremis à fléchir la position du Britannique qui acceptera, contre fort paiement, de mettre quelques vivres à disposition des blessés français. BERNIER parviendra également à exfiltrer quelques officiers, promis aux prisons anglaises, tel le futur écrivain, diplomate et ami de WASHINGTON, Saint-Jean de CRÉVECOEUR à qui il offre une belle somme lui permettant de s'installer discrètement sur le futur territoire américain.

De retour à Montréal, BERNIER aura bientôt, seul, toute la responsabilité du rembarquement des troupes et des familles volontaires de la colonie. Et tout se passera au mieux.

De retour en Isère, l'ancien commissaire général y décède en 1799 pensionné par une République reconnaissante.



Hôpital général de Québec.